

Cote du document: EB 2011/LOT/P.3/Rev.1  
Date: 31 août 2011  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt à la République du Honduras pour le**

### **Projet pour la compétitivité et le développement rural durable dans le Nord – perspectives pour le Nord**

#### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Enrique Murguia**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2341  
courriel: e.murguia@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Fonctionnaire responsable des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

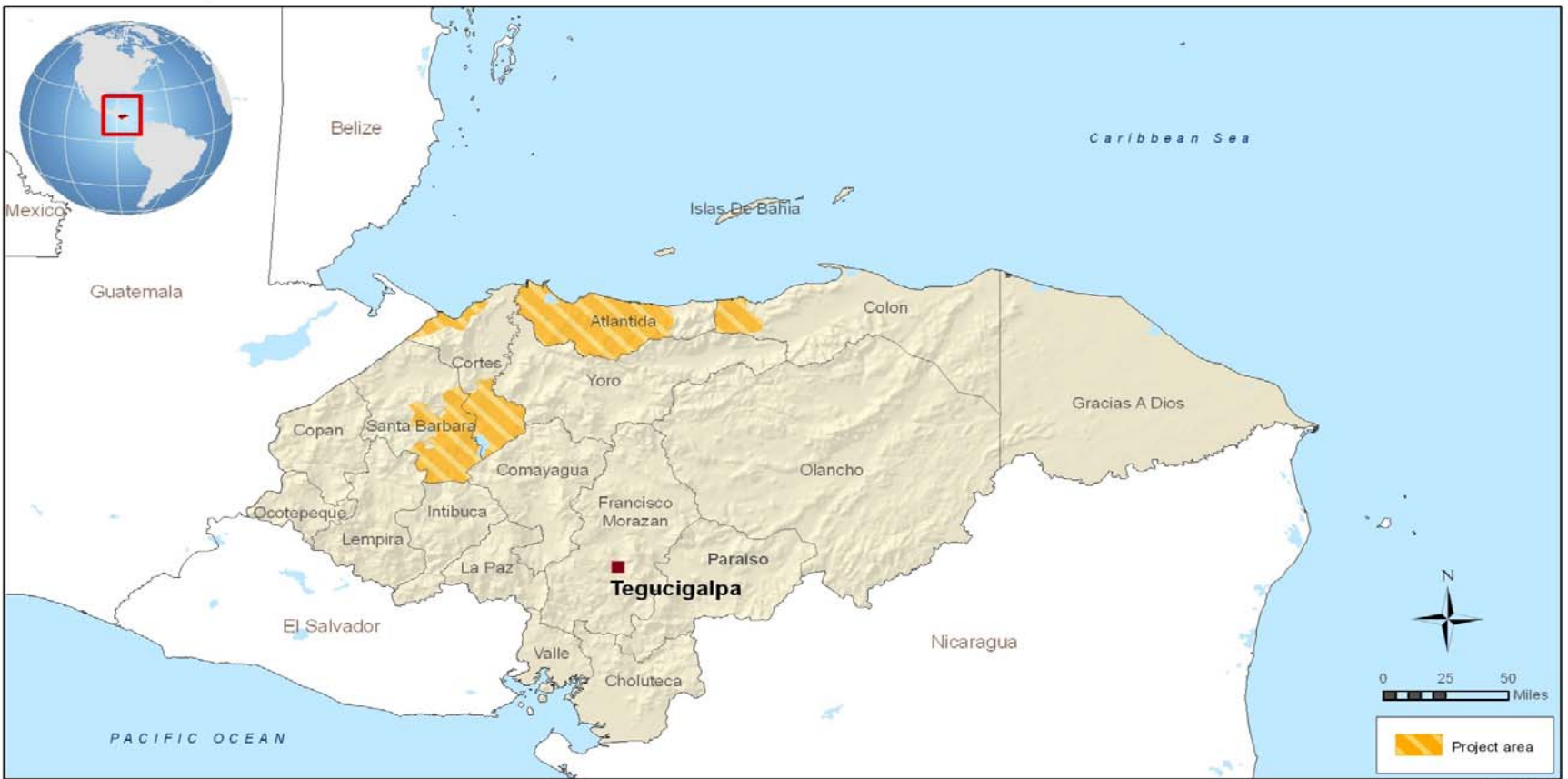
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iii</b>
<b>Recommandation d’approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Le projet</b>	<b>1</b>
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>6</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>6</b>
<b>Annexe</b>	
Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	7
<b>Appendices</b>	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

# Carte de la zone du projet

## Republic of Honduras

Northern Horizons Competitiveness and Sustainable Rural Development Project

President's report



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA  
Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République du Honduras

### Projet pour la compétitivité et le développement rural durable dans le Nord – perspectives pour le Nord

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République du Honduras
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture et de l'élevage (SAG)
<b>Coût total du projet:</b>	21,0 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	5,50 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,72 millions d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>Cofinancier proposé:</b>	À déterminer
<b>Montant du cofinancement proposé:</b>	8,0 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Prêt
<b>Contribution du pays bénéficiaire:</b>	2,14 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	2,14 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la proposition de prêt à la République du Honduras pour le Projet pour la compétitivité et le développement rural durable dans le Nord – perspectives pour le Nord.

## Proposition de prêt à la République du Honduras pour le Projet pour la compétitivité et le développement rural durable dans le Nord – perspectives pour le Nord

### I. Le projet

#### A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Le financement d'un nouveau projet dans le nord du Honduras représente pour le FIDA une occasion précieuse d'améliorer les conditions de vie des populations rurales pauvres et très pauvres de cette région. En raison des excellentes conditions agroécologiques dont bénéficient les municipalités les plus pauvres, il existe un potentiel d'intégration à des filières une fois que la production aura augmenté. Le projet proposé permettra d'appliquer à la région du Nord l'expérience acquise par le FIDA au Honduras et dans d'autres pays d'Amérique centrale en matière de filières et d'accès aux marchés.

#### B. Financement proposé

##### Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Honduras un prêt d'un montant de 5,50 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,72 millions d'USD), à des conditions particulièrement favorables, pour contribuer au financement du Projet pour la compétitivité et le développement rural durable dans le Nord – perspectives pour le Nord. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

##### Systeme d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République du Honduras au titre du SAFP est de 18,72 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP 2010-2012. Le montant du prêt est compris dans cette allocation.

##### Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. En matière de gestion de la dette extérieure, le Honduras applique une politique financière rigoureuse, et il bénéficie d'allègements consentis par des donateurs bilatéraux, ce qui rend la charge de la dette plus supportable. Il dispose par conséquent d'une capacité financière suffisante pour absorber et rembourser le prêt proposé. Le FIDA a octroyé 10 prêts au Honduras depuis 1979, pour un total de 91,65 millions de DTS.

##### Flux de fonds

5. Les fonds du prêt seront déposés sur le compte détenu par le Ministère des finances (SEFIN) auprès de la Banque centrale du Honduras. À la demande du Ministère de l'agriculture et de l'élevage (SAG), le SEFIN transférera les fonds sur un compte de projet géré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

##### Modalités de supervision

6. Le projet sera supervisé directement par le FIDA.

### **Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA**

7. La section 7.05 a) des Conditions générales ne s'appliquera pas. Les marchés de biens, de travaux et de services financés seront passés conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur au PNUD, dans la mesure où celle-ci est compatible avec les Directives du FIDA pour la passation des marchés. Chaque plan de passation de marchés précisera les procédures que la République du Honduras devra appliquer afin d'assurer la compatibilité avec les directives du FIDA en la matière.

#### **Gouvernance**

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) réalisation d'un audit social par bénéficiaires; ii) participation de représentants des bénéficiaires, des municipalités et du secteur privé au comité de pilotage du projet et au comité d'approbation des investissements; iii) organisation d'audits indépendants annuels, conformément aux directives du FIDA en la matière; iv) rédaction d'un manuel opérationnel; v) renforcement des capacités de gestion financière et de passation de marchés de l'unité de gestion du projet (UGP) dans le cadre du système de gestion financière intégrée du Ministère des finances; vi) négociation d'un accord financier et administratif avec le PNUD; et vii) dynamisme du comité mixte FIDA-Honduras chargé du programme de pays, conjugué à une présence permanente du FIDA au Honduras.

### **C. Groupe cible et participation**

#### **Groupe cible**

9. Le projet sera exécuté dans 27 municipalités des départements d'Atlántida, Cortés et Santa Barbara qui se caractérisent par un taux de pauvreté rurale élevé. Les groupes cibles du projet sont: i) les petits producteurs agricoles pauvres qui ne sont pas regroupés au sein d'organisations ou qui sont reliés aux marchés dans le cadre de différents types d'organisation; ii) les artisans pauvres regroupés au sein d'organisations embryonnaires, dont les liens avec les marchés ne sont pas très solides; iii) les femmes, les jeunes et les groupes ethniques du monde rural; et iv) les populations rurales pauvres qui ont accès à des routes rurales et des infrastructures à vocation sociale insuffisantes. Environ 24 000 ménages bénéficieront du projet, parmi lesquels quelque 12 000 pourront accéder à une assistance technique, aux fonds de renforcement des actifs, aux services financiers et aux routes rurales, et plus de 12 000 aux routes rurales et aux infrastructures à vocation sociale. Par ailleurs, 1 000 jeunes des deux sexes bénéficieront d'une formation à la recherche d'emploi.

#### **Méthode de ciblage**

10. Conformément à la Politique du FIDA en matière de ciblage, des financements seront accordés aux communautés et municipalités prioritaires qui ne bénéficient pas actuellement d'autres interventions en faveur du développement rural. En outre, le projet servira à: i) encourager les représentants des usagers et les conseils municipaux à participer à la définition des groupes sociaux concernés; et ii) donner aux usagers les moyens de participer de manière dynamique aux activités du projet.

#### **Participation**

11. Les participants au projet joueront un rôle dans les activités suivantes: i) diagnostic participatif et planification stratégique; ii) formulation participative des plans d'activité; et iii) suivi-évaluation du projet; et iv) travaux du comité de pilotage du projet et du comité d'approbation des investissements.

## **D. Objectifs de développement**

### **Objectifs clés**

12. L'objectif du projet en matière de développement consiste à accroître les revenus, développer l'emploi et renforcer la sécurité alimentaire des familles rurales pauvres qui vivent dans la zone du projet et réduire la vulnérabilité de leur environnement, dans une perspective d'égalité entre les sexes et d'intégration des jeunes du monde rural. De manière plus spécifique, il s'agit d'obtenir les sept résultats suivants
- i) promotion et renforcement des organisations de producteurs; ii) intégration des groupes vulnérables à des modes de production compétitifs; iii) création d'infrastructures à vocation sociale; iv) développement des entreprises agroalimentaires et des microentreprises rurales; v) renforcement de la sécurité alimentaire et réduction de la vulnérabilité de l'environnement; vi) organisation des services financiers ruraux et renforcement de leurs actifs; et vii) construction ou amélioration des routes de desserte rurales.

### **Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions**

13. Le SAG assurera le suivi de la mise en œuvre des trois interventions financées par le FIDA (Projet de renforcement de la compétitivité de l'économie rurale dans le département de Yoro, Programme de développement rural durable dans la région du Sud [Emprende Sur] et Projet pour la compétitivité et le développement rural durable dans le Nord – perspectives pour le Nord) par l'intermédiaire d'un comité mixte FIDA-Honduras chargé du programme de pays. Ce comité de coordination renforcera les mécanismes de coordination entre le SAG, les activités du FIDA et celles des organismes de coopération internationale afin d'harmoniser les interventions de développement rural.

### **Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA**

14. Le projet correspond aux objectifs stratégiques définis dans le programme d'options stratégiques pour le Honduras ainsi qu'au Cadre stratégique du FIDA 2011-2015. Il respecte également les termes des principales politiques du FIDA, notamment en ce qui concerne le ciblage et la parité entre les sexes, les peuples autochtones, les services financiers ruraux et le changement climatique.

## **E. Harmonisation et alignement**

### **Alignement sur les priorités nationales**

15. La contribution du projet à la réalisation des objectifs arrêtés par le gouvernement pour le secteur agricole et rural ne fait aucun doute, puisqu'il privilégie la réduction de la pauvreté dans un contexte d'atténuation des risques liés au changement climatique, ainsi que le développement du secteur agroalimentaire et, plus globalement, les progrès de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les documents d'orientation qui fixent ces priorités sont le Plan national pour la période 2010-2022, la Stratégie de réduction de la pauvreté, la Stratégie pour le secteur agroalimentaire 2011-2014 et la nouvelle Stratégie en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, qui couvre la période 2010-2022.

### **Harmonisation avec les partenaires du développement**

16. Les objectifs du projet et la zone d'intervention retenue n'empiètent pas sur d'autres initiatives. Au contraire, il existe des complémentarités et des synergies avec certains programmes en cours ou en préparation, comme le Projet de gestion durable des ressources naturelles et des bassins du couloir biologique mésoaméricain dans l'Atlantique hondurien (Union européenne-PROCORREDOR); le Programme de diversification de l'économie rurale (Agence des États-Unis pour le développement international-Rural Economic Diversification Programme [RED]); l'initiative Achats au service du progrès (Programme alimentaire mondial-P4P); le Projet en faveur de la compétitivité du monde rural au Honduras (Banque mondiale-Honduras Rural Competitiveness Project [COMRURAL]), et le projet

Promotion des systèmes agroforestiers de cacao de valeur supérieure (Agence canadienne de développement international).

## **F. Composantes et catégories de dépenses**

### **Principales composantes**

17. Le projet a trois composantes: i) développement humain et social (19% des coûts de base); ii) filières et compétitivité (74%); et iii) gestion du projet et suivi-évaluation (7%).

### **Catégories de dépenses**

18. Les dépenses se répartissent entre sept catégories: i) infrastructures (21% des coûts de base); ii) véhicules et équipement (1%); iii) formation (6%); iv) accords et contrats de services, principalement pour l'assistance technique (25%); v) fonds de renforcement des actifs (33%); vi) salaires (11%); et vii) coûts de fonctionnement (3%).

## **G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

### **Principaux partenaires d'exécution**

19. Il s'agira des entités suivantes: i) PNUD; ii) municipalités; iii) prestataires de services techniques; iv) organismes publics; et v) associations d'épargne rurale et institutions de microfinancement.

### **Responsabilités en matière d'exécution**

20. Le SAG se chargera de l'exécution du projet, tandis que sa mise en œuvre sur le terrain sera confiée à l'UGP qui sera mise en place par le SAG. Le PNUD apportera son concours à l'UGP pour les activités d'administration des prêts. Les grandes orientations du projet et les plans de travail annuels seront approuvés par un comité de pilotage, tandis que les plans d'activité et les différents investissements en faveur des infrastructures seront autorisés par un comité d'approbation des investissements.

### **Rôle de l'assistance technique**

21. Dans le cadre du projet, les bénéficiaires obtiendront l'assistance technique et l'appui nécessaires pour être en mesure d'acquérir les capacités d'organisation et de gestion dont ils auront besoin pour tirer véritablement parti des possibilités que recèlent les marchés et les filières.

### **Situation des principaux accords d'exécution**

22. Outre l'accord de financement, le projet sera régi par: i) un accord administratif entre le PNUD, le SEFIN et le SAG; ii) des accords opérationnels avec les prestataires de services techniques; et iii) des accords de collaboration avec les municipalités et les organismes publics.

### **Principaux partenaires financiers et montants engagés**

23. Le coût total du projet est de 21,0 millions d'USD sur six ans. Il sera financé par le FIDA (42%), une institution de cofinancement à déterminer (38%), le Gouvernement hondurien (10%) et les bénéficiaires (10%).

## **H. Avantages et justification économique et financière**

### **Principales catégories d'avantages découlant du projet**

24. Il ressort de l'analyse coût-efficacité du projet que la plupart des investissements financés attendront le groupe cible moyennant: i) le renforcement des actifs des exploitations agricoles, des entreprises agroalimentaires et des microentreprises rurales; ii) le renforcement des organisations de producteurs du groupe cible, dont les capacités sociales, financières et commerciales et les compétences de gestion seront consolidées; iii) l'amélioration de la production agricole, ainsi que des capacités de gestion et de direction d'entreprises; iv) l'amélioration du statut des femmes au sein de leur milieu familial, social et professionnel; v) le développement



des possibilités d'accès des jeunes à un emploi rémunéré et à des formations à la création d'entreprises; et vi) la réduction de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition et de la vulnérabilité de l'environnement dans la zone du projet. Ces investissements correspondent à 87% du montant total des coûts de base, tandis que les 13% restants représentent les frais de personnel et les frais de fonctionnement de l'UGP.

### **Viabilité économique et financière**

25. La viabilité économique du projet est assurée, car tous les paramètres essentiels sont positifs: i) le taux de rentabilité interne est de 25,0%; ii) la valeur actuelle nette s'établit à 28,8 millions d'USD; et iii) le ratio coûts/avantages est de 3/4. Les analyses de sensibilité montrent que les indicateurs sont légèrement sensibles à la réduction des avantages, aux retards dans leur obtention et à l'augmentation des coûts. L'analyse coûts-avantages des entreprises agroalimentaires et des microentreprises familiales et coopératives démontre la viabilité financière de tous les modèles retenus. De surcroît, le revenu net par famille et par jour passera à 7,0 USD, soit 1,4 USD par personne et par jour.

## **I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

### **Modalités de gestion des savoirs**

26. L'unité de suivi-évaluation du projet sera chargée de systématiser les savoirs et d'assurer leur mise en commun afin de produire des supports d'apprentissage qui seront intégrés aux activités du projet, mais aussi de favoriser le partage des savoirs entre les partenaires du projet, les autres projets du FIDA en cours au Honduras et en Amérique centrale et les organismes publics et privés qui s'occupent de développement rural.

### **Innovations en matière de développement**

27. Ce projet de développement recèlera les trois innovations suivantes: i) il fera partie du réseau de projets exécutés en Amérique centrale, qui bénéficie du nouveau programme appuyé par le FIDA pour faciliter l'accès aux marchés, mené en partenariat avec AGEXPORT PRO MERCADOS; ii) les associations rurales d'épargne et de crédit recenseront les microentreprises créées au sein de groupes de population vulnérables, ce qui augmentera la valeur ajoutée apportée par la stratégie de développement rural reposant sur l'accès aux marchés; et iii) une typologie des organisations sera établie afin de formuler différentes stratégies en fonction du degré de maturité des organisations.

### **Approche d'élargissement**

28. Le gouvernement et le SAG considèrent ce projet comme prioritaire car, dans la région du Nord, les interventions de développement rural sont peu nombreuses, le taux de pauvreté est élevé au sein des populations rurales et il existe un potentiel qui permettrait d'augmenter la production agricole. De surcroît, ce projet aborde sous un angle novateur les filières, la promotion et le renforcement des organisations de petits producteurs, l'intégration des femmes, des jeunes et des groupes ethniques aux entreprises rurales et l'atténuation de la vulnérabilité de l'environnement. Les connaissances et l'expérience acquises permettront de reproduire la démarche proposée et de la transposer à plus grande échelle.

## **J. Principaux risques**

### **Principaux risques et mesures d'atténuation**

29. Le projet est confronté à quatre principaux risques: i) ingérence politique dans le recrutement du personnel du projet; ii) réticence des utilisateurs à assumer les risques d'exploitation et les risques commerciaux; iii) capacités de gestion insuffisantes des organisations de producteurs; et iv) vulnérabilité de l'environnement de la zone du projet. Les mesures d'atténuation prévues sont notamment les suivantes: i) supervision directe par le FIDA et gestion financière assurée par le PNUD afin de limiter les ingérences politiques; ii) confrontation des

expériences entre organisations de ruraux pauvres qui ont obtenu des succès afin de stimuler l'intérêt pour les activités commerciales; iii) formation à l'organisation et à la création d'entreprises afin de renforcer les compétences de gestion d'entreprises; et iv) travaux de conservation des sols et mise en place de systèmes agroforestiers afin de réduire la vulnérabilité de l'environnement.

#### **Classification environnementale**

30. Le projet a été classé en catégorie B parce qu'il ne devrait pas avoir d'incidence négative notable sur l'environnement.

#### **K. Durabilité**

31. Le projet est conçu de manière à favoriser la création d'entreprises rurales viables, qui s'accompagnera d'avantages sur le plan des revenus et de l'emploi, l'ensemble des facteurs sociaux, techniques et environnementaux étant pris en considération.

### **II. Instruments juridiques et autorité**

32. Un accord de financement entre la République du Honduras et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
33. La République du Honduras est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
34. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

### **III. Recommandation**

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Honduras un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à cinq millions cinq cent mille droits de tirage spéciaux (5 500 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## **Convenio de financiación negociado: "Proyecto para la Competitividad y el Desarrollo Rural Sostenible en la Zona Norte (Horizontes del Norte)"**

(Negociaciones concluidas el 9 de agosto de 2011)

Número del Préstamo: [insertar número]

Proyecto para la Competitividad y el Desarrollo Rural Sostenible en la Zona Norte (Horizontes del Norte) (el "Proyecto")

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

y

La República de Honduras (el "Prestatario")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Para lograr los objetivos del Proyecto, el Prestatario se compromete a gestionar y obtener de otra fuente de financiamiento un préstamo o donación por un monto estimado de US\$ 8 millones para cofinanciar actividades derivadas del Proyecto.

### **Sección A**

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Proyecto (Anexo 1) y el Cuadro de asignaciones (Anexo 2).

2. Se adjuntan al presente convenio las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, en sus sucesivas versiones enmendadas, (las "Condiciones Generales") y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio, a excepción de las disposiciones que se especifican en el párrafo 4 de la Sección E *infra*. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

3. El Fondo proporcionará un Préstamo al Prestatario (la "Financiación"), que el Prestatario utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

### **Sección B**

1. El monto del préstamo es de DEG 5 500 000.

2. El Préstamo se concede en condiciones muy favorables. De conformidad a lo señalado en la Sección 5.01 a) de las Condiciones Generales, los préstamos otorgados en condiciones muy favorables estarán exentos del pago de intereses, pero quedarán sujetos a un cargo por servicio de tres cuartos del uno por ciento (0,75%) anual pagadero semestralmente en la Moneda del Pago del Servicio del Préstamo, y tendrán un plazo de reembolso de cuarenta (40) años, incluido un período de gracia de diez (10) años a partir de la fecha de aprobación del Préstamo por la Junta Ejecutiva del Fondo.

3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será la moneda de los Estados Unidos de América (USD).
4. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será el 1° de enero.
5. Los pagos del capital y los cargos por servicio serán pagaderos cada 15 de junio y 15 de diciembre.
6. Los recursos de la financiación serán depositados en una cuenta designada por el Prestatario a nombre del Proyecto en el Banco Central de Honduras, a partir de la cual se transferirán los recursos necesarios para financiar las actividades del Proyecto a la Cuenta del Proyecto, de acuerdo con los procedimientos establecidos por la normativa vigente del Prestatario. La Cuenta del Proyecto será administrada por el Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) en una cuenta bancaria por ésta designada a satisfacción del Prestatario y del FIDA.
7. El Prestatario proporcionará financiación de contrapartida para el Proyecto por el monto de USD 2,14 millones. Los fondos de contrapartida incluirán los cargos por concepto de impuestos para los bienes y servicios adquiridos con cargo a la Financiación, y otros recursos –incluyendo recursos en especie- otorgados por el Prestatario.

### **Sección C**

1. El Organismo Responsable del Proyecto será la Secretaría de Agricultura y Ganadería.
2. Se designan Partes adicionales en el Proyecto a la Unidad Gerencial del Proyecto (UGP), al Comité de Aprobación de Inversiones (CAI), al Comité de Dirección Superior del Proyecto (CDP) y al PNUD.
3. La Fecha de Terminación del Proyecto será el sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

### **Sección D**

El Préstamo será administrado y el Proyecto será supervisado por el FIDA.

### **Sección E**

1. Se considera que son motivos adicionales a los señalados en la Sección 12.01 de las Condiciones Generales para la suspensión del presente Convenio los siguientes:
  - a) Que el Manual de Operaciones, o cualquiera de sus disposiciones, haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación sin el acuerdo previo del Fondo, y éste haya determinado que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido, o es probable que tenga, consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto.
  - b) Que el derecho del Prestatario a solicitar o efectuar retiros de fondos bajo el Convenio que suscriba con la fuente de financiamiento identificada haya sido cancelado o suspendido en su totalidad o parte.
2. Se considera que es condición general adicional previa para el retiro de fondos la siguiente:

Que la Unidad Gerencial del Proyecto (UGP) haya sido establecida en conformidad con el presente Convenio.

3. Las disposiciones siguientes de las Condiciones Generales no serán aplicables al presente Convenio:

Sección 7.05 a) que será reemplazada por la siguiente disposición: La adquisición de bienes y la contratación de obras y servicios financiados con los recursos de la Financiación se realizarán de conformidad con las disposiciones del PNUD, en la medida en que éstas sean compatibles con las Directrices del FIDA para la adquisición de bienes y la contratación de obras y servicios. En cada Plan de Adquisiciones y Contratación se determinarán los procedimientos que el Prestatario deberá aplicar para asegurar la compatibilidad con las Directrices del FIDA para la adquisición de bienes y la contratación de obras y servicios.

4. El presente Convenio está sujeto a la ratificación del Prestatario.

5. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionados con el presente Convenio:

Por el Fondo:

Presidente  
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario:

Secretario de Estado en el  
Despacho de Finanzas  
Bo. El Jazmín, Avenida  
Cervantes Tercera Calle  
Tegucigalpa, M.D.C.  
Honduras

El presente Convenio, de fecha [insertar fecha], se ha preparado en idioma (español) en seis (6) copias originales, tres (3) de las cuales son para el Fondo y las otras tres (3) para el Prestatario.

---

Por el Fondo

[insertar nombre y cargo]

---

Por el Prestatario

[insertar nombre]

## Anexo 1

### *Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución*

#### **I. Descripción del Proyecto**

1. *Población-objetivo.* Se beneficiarán del Proyecto pequeños productores agropecuarios no organizados o con diversos grados de organización y vinculación con los mercados y capitalización; artesanos pobres no organizados o con organización incipiente, débilmente vinculados a los mercados; mujeres, jóvenes rurales, y miembros de pueblos étnicos; y población rural carente de infraestructura vial y social, en los departamentos de Atlántida, Cortés, y Santa Bárbara (el "Área del Proyecto").

2. *Meta.* La meta del Proyecto es aumentar los ingresos, el empleo y la seguridad alimentaria de las familias rurales pobres en la zona del proyecto y reducir su vulnerabilidad ambiental dentro de un marco de igualdad de género y de inclusión de la juventud rural.

3. *Objetivos.* Los objetivos del Proyecto son:

- a) promover y fortalecer la organización para la producción y la gestión empresarial;
- b) construir capacidades humanas para la gestión de negocios para el empleo;
- c) mejorar las condiciones de vida de la población rural pobre;
- d) desarrollar agro negocios y micro empresas rurales;
- e) reducir la inseguridad alimentaria y la vulnerabilidad ambiental;
- f) capitalizar los agro negocios y las microempresas rurales en activos productivos para la competitividad y el acceso a los servicios financieros rurales; y
- g) implementar infraestructura vial en apoyo de la competitividad rural.

4. *Componentes.* Además del componente de gestión del Proyecto que abarca acciones de planificación, seguimiento y evaluación, asesoría en género, asesoría jurídica y gestión del conocimiento, el Proyecto incluye los siguientes componentes técnicos:

4.1. Componente de desarrollo humano y social. Este componente se centrará en lograr resultados referidos a promover y fortalecer la gestión empresarial, a construir capacidades humanas para la gestión de negocios y para el empleo, y a mejorar las condiciones de vida de la población rural pobre. El componente incluye acciones bajo las siguientes líneas:

- a) Promoción y fortalecimiento de organizaciones productivas. La estrategia será identificar grupos con interés y potencial para involucrarse en negocios rurales, ya sea insertándose en cadenas de valor o abasteciendo mercados locales, organizarlos, fortalecerlos y consolidarlos para que sean competitivos. La promoción y fortalecimiento organizativo incluirá: i) formación de organizaciones, partiendo de diagnósticos rurales participativos; ii) identificación de necesidades de capacitación; iii) capacitación y asistencia técnica sobre aspectos básicos de organización; iv) legalización de las organizaciones; v) fortalecimiento organizativo orientado a la gestión social, administrativa y financiera, entre otros temas prioritarios para los negocios rurales; y vi) consolidación y sostenibilidad organizativa, a partir del tercer año de la implementación del Proyecto, que incluirá asistencia técnica diferenciada por

nivel de desarrollo alcanzado en las áreas de producción, organización, equidad de género e intergeneracional, administración, finanzas, y acceso a mercados.

- b) Incorporación de grupos vulnerables a las producción competitiva y al empleo. La estrategia será impulsar la formación ocupacional para jóvenes de ambos sexos y promover la formación de micro empresas rurales orientadas a satisfacer demandas de los mercados, con equidad de género, intergeneracional y étnica. Las principales actividades incluirán: i) diagnóstico de las cajas rurales y de ahorro y crédito promovidas por el Proyecto, para identificar a los beneficiarios de estos servicios; ii) cursos de formación ocupacional en el mercado laboral para jóvenes pobres que hayan completado el sexto grado de educación; iii) cursos técnicos para microempresarios rurales; iv) cursos teórico prácticos sobre operación y administración de las agroindustrias financiadas por el Proyecto. Los servicios técnicos serán contratados a los Oferentes de Servicios Técnicos de probada capacidad y experiencia en el Área del Proyecto.
- c) Infraestructura Social. La estrategia será proveer infraestructura social básica para mejorar la calidad de vida de las familias rurales, con especial orientación a reducir el trabajo doméstico de las mujeres liberando tiempo para tareas productivas-económicas y educativas, además de prevenir enfermedades y preservar los recursos naturales. Las inversiones en infraestructura social serán entre otras: i) puentes colgantes peatonales; ii) eco-estufas, para reducir el consumo de leña y el tiempo en la preparación de alimentos; iii) Aljibes unifamiliares para cosecha de agua de lluvia; y iv) equipamiento de guarderías comunitarias para niños; para facilitar la participación de mujeres en las actividades del Proyecto y en la generación de ingresos.

4.2. Componente Cadenas de Valor y Competitividad. Este componente se centrará en lograr resultados referidos al desarrollo de agro negocios y microempresas rurales (MER). El componente incluye acciones bajo las siguientes líneas:

- a) Desarrollo de agro negocios y microempresas rurales. La estrategia central para desarrollar los agro negocios y las MER será mejorar su competitividad, mediante intervenciones diferenciadas de acuerdo con el nivel de desarrollo de cada organización. Los instrumentos serán para lograrlo serán: i) diagnóstico de las organizaciones de productores y microempresarios; ii) suministro de capacitación y asistencia técnica para mejorar la productividad agropecuaria y agroindustrial; para cumplir con las normas sanitarias, y para adoptar métodos eficientes de gestión empresarial y financiera; y v) vinculación a las cadenas de valor y a los mercados.

Estos instrumentos serán complementados por otros correspondientes resultados como el fortalecimiento organizativo de los grupos productivos de los beneficiarios; el suministro de fondos de capitalización de fincas, agroindustria y MER, y el acceso a los servicios financieros rurales, la conservación de suelos y la rehabilitación de caminos rurales.

Las actividades principales incluirán: i) estudio de las cadenas de valor priorizadas por el Proyecto; ii) identificación, diagnóstico y clasificación de organizaciones; iii) selección y contratación de proveedores de asistencia técnica; iv) suministro de servicios técnicos a los agro-negocios-módulos Plan de Negocio, gestión empresarial, producción, comercialización y gestión ambiental; v) implementación de las agroindustrias; vi) identificación de la demanda para las MER; vii) suministro de servicios técnicos a las MER-módulos de gestión empresarial, producción y comercialización; y

vii) construcciones y equipamiento. Los servicios técnicos serán contratados a los oferentes/prestadores de servicios técnicos (OST) de probada capacidad y experiencia en el Área del Proyecto.

- b) Seguridad Alimentaria y vulnerabilidad ambiental. La estrategia consistirá en mejorar la gestión de los recursos naturales para asegurar la sostenibilidad de la producción y de los ingresos, y para reducir el riesgo de desastres naturales. Los instrumentos para implementar la estrategia incluirán: i) promoción de la conservación de los suelos mediante capacitación, asistencia técnica y fondos no reembolsables; ii) provisión de silos metálicos familiares para el almacenamiento de los granos básicos; iii) promoción de los sistemas agroforestales en los cultivos perennes-café y cacao; iv) fomento del pago por servicios ambientales; y v) capacitación en nutrición, a partir de los resultados del estudio de base y de la encuesta inicial RIMS.

Las actividades principales serán: i) identificación y capacitación de productores innovadores; ii) capacitación y asistencia técnica a los beneficiarios sobre conservación de suelos y producción de granos básicos, por los productores innovadores (PRIN); iii) provisión de silos metálicos familiares para almacenar granos básicos; y iv) contratación de estudios sobre captura de carbono por los sistemas agroforestales-cafetales y cacaoales-y por la eco-estufas.

- c) Capitalización y servicios financieros rurales. La estrategia es identificar una oferta diversificada de productos y oferentes de servicios financieros rurales, en función de las necesidades específicas de cada grupo-meta, cada agro negocio y cada MER.

Las actividades principales incluirán: i) formación de nuevas cajas rurales de ahorro y crédito (CRAC) y profesionalización de las CRAC existentes; ii) capitalización de agro negocios y MER asociativas, las demandas de capitalización para agro negocios serán la definidas en los Planes de Negocio de: Grupos de productores organizados por su propia iniciativa alrededor de un producto; y grupos organizados en el seno de una CRAC apoyada por el Proyecto. Las solicitudes de personas individuales no serán consideradas. Los fondos para capitalización serán entregados directamente a la organización con el agro negocio o a la MER, y no serán reembolsados al Proyecto ni a ninguna otra entidad; iii) alianzas públicas privadas para el financiamiento de corto plazo; el financiamiento de corto plazo para compra de insumos y comercialización se gestionara por medio de alianzas con proveedores de servicios financieros en las zonas rurales; y iv) vinculación de las CRAC, los agro negocios y las MER al mercado financiero.

- d) Caminos Rurales. La estrategia será seleccionar los tramos viales a rehabilitar en función de las necesidades de los agro negocios y de los planes de desarrollo municipales, para establecer acuerdos de cooperación que logren mejorar la eficacia de las inversiones.

Los instrumentos para aplicar la estrategia serán: i) priorización de tramos viales y obras puntuales en función de las necesidades de los agro negocios; ii) convenios con las alcaldías municipales para complementar las inversiones del Proyecto y de los municipios; iii) cesión de los caminos construidos a los municipios, al Fondo Cafetero o al Fondo Vial, para asegurar su mantenimiento; y iv) promoción de microempresas de mantenimientos de caminos rurales, mediante acuerdos con esas entidades, y apoyo técnico y capitalización de las microempresas con recursos del Proyecto.

Las inversiones en infraestructura vial serán: i) rehabilitación de caminos rurales; ii) construcción de obras puntuales de drenaje en caminos existentes; y iii) construcción de senderos peatonales para la extracción de cosechas.



## **II. Disposiciones de ejecución**

### **1. Organismo Responsable del Proyecto.**

1.1 *Designación.* Se designa a la Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG), a través de la Unidad Gerencial del Proyecto, como Organismo Responsable del Proyecto.

1.2 *Responsabilidades:* La SAG será responsable de la ejecución global del Proyecto y, conjuntamente con el Comité de Dirección Superior, será responsable de las orientaciones generales del mismo. El Secretario de la SAG delegará todas las decisiones de gestión cotidiana del Proyecto al Gerente de la Unidad Gerencial del Proyecto (UGP).

1.3 Entre las funciones del Secretario de la SAG se encuentran: a) coordinar la ejecución global del Proyecto a través de la UGP; b) firmar solicitudes de desembolso de la financiación; y c) presentar al Comité de Dirección Superior del Proyecto los planes estratégicos u los planes operativos anuales (POA) y los presupuestos anuales del Proyecto para su aprobación.

### **2. El Comité de Dirección Superior del Proyecto (CDP).**

2.1 *Establecimiento.* El Prestatario establecerá un Comité de Dirección Superior del Proyecto (CDP).

2.2 *Composición.* El CDP estará integrado por el Secretario de Estado en el Despacho de Agricultura y Ganadería o su representante; el Secretario de Estado en el Despacho de Finanzas o su representante; dos alcaldes y dos representantes de las organizaciones de productores de los municipios, del Área del Proyecto, un representante del sector privado, un representante del PNUD y el Gerente del Proyecto quien actuará como Secretario Técnico.

2.3. *Responsabilidades.* Las responsabilidades de CDP incluirán: a) definir y establecer las políticas, planes, estrategias y normas que requiera el funcionamiento del Proyecto, b) aprobar los Planes Estratégicos y POA y los Presupuesto anuales del Proyecto; y c) Aprobar el uso y modificaciones del Manual de Operaciones.

2.4 El CDP se reunirá 2 vez al año, y en caso sea necesario, podrá convocar a reuniones extraordinarias.

### **3. El Comité de Aprobación de Inversiones (CAI).**

3.1 *Establecimiento.* El Prestatario establecerá un Comité de Aprobación de Inversiones del Proyecto (CAI) cuyas responsabilidades y composición se describen en los párrafos siguientes.

3.2. *Composición.* Los miembros del CAI serán los siguientes: a) el Gerente del Proyecto; b) dos representantes de municipalidades del Área del Proyecto electos por las municipalidades que rotarán su participación en la CAI; c) dos representantes de la sociedad civil, uno por los jóvenes y otro por las mujeres reconocidos dentro del sector y por su trabajo en el Área del Proyecto, y d) un representante del PNUD sin voto.

3.3. *Responsabilidades.* El CAI será la encargada de aprobar todas las inversiones a ser financiadas por el Proyecto, previo a la no objeción del Fondo. El control de calidad técnica de las propuestas que sean sometidas al CAI es responsabilidad de la UGP. La aprobación por el CAI debe fundamentarse en la disponibilidad de recursos financieros y en la sostenibilidad de los proyectos de inversión.

En relación con el ciclo de implementación de las inversiones , el CAI tendrá las siguientes responsabilidades: a) aprobar las inversiones basadas en el criterio de

sostenibilidad a largo plazo; b) conocer y trasladar propuestas de inversiones a la UGP, para que sean integradas en el POA, para su presentación ante el CDP para su aprobación final dentro del POA; c) dar seguimiento a la implementación de los proyectos de inversión, con el apoyo de los técnicos de la UGP; d) dar seguimiento a la utilización correcta de los fondos para la ejecución de las inversiones aprobadas; y e) revisar y emitir una certificación sobre las liquidaciones elaboradas por las organizaciones receptoras del financiamiento para su remisión a la UGP.

#### 4. *La Unidad Gerencial del Proyecto (UGP).*

4.1 *Establecimiento.* La SAG establecerá una Unidad Gerencial del Proyecto (UGP) en la ciudad de San Pedro Sula y una subsección en la ciudad de Santa Bárbara. La UGP será encargada de la gestión diaria del Proyecto basada en resultados y la sistematización de experiencias de implementación. En el desarrollo de sus funciones, la UGP contará con el apoyo del PNUD para la administración de los recursos de la Financiación, en el marco de un Acuerdo Subsidiario a ser suscrito entre esta el PNUD, el Prestatario y la SAG, con la previa no objeción del FIDA.

4.2 *Composición.* La UGP tendrá el personal clave siguiente: a) Gerente del Proyecto; b) un Coordinador/a del Componente Desarrollo Humano y Social; c) un Coordinador/a del Componente Cadenas de Valor y Competitividad; d) un Coordinador/a de la Unidad de Planificación, Seguimiento y Evaluación; e) un supervisor de obras; f) un Especialista en Género; g) un Administrador Financiero; y h) el personal técnico (evaluador/supervisores) y administrativo que sea necesario.

4.3 El personal de la UGP será seleccionado y contratado a través de procedimientos transparentes y competitivos. Los contratos del personal de la UGP estarán sujetos al régimen impositivo de la legislación nacional pertinente.

4.4 *Responsabilidades.* Las responsabilidades de la UGP incluirán: a) ser el enlace entre el organismo responsable, como Organismo Responsable del Proyecto y el Fondo; b) preparar los POA y los presupuestos de funcionamiento para aprobación del CDP; c) administrar el Proyecto y llevar la contabilidad; d) seleccionar los beneficiarios y establecer el sistema de calificación de las organizaciones; e) someter al CAI los planes de negocios de las organizaciones de los beneficiarios, y los proyectos de inversión en caminos rurales y obras de infraestructura social; f) autorizar los desembolsos para la ejecución de los Planes de Negocio; g) tramitar las solicitudes de no objeción ante el FIDA; h) tramitar las solicitudes de desembolso de los préstamos FIDA y BCIE; i) establecer y operar el sistema de planificación, seguimiento, evaluación y gestión del conocimiento-PLASEG; y j) relacionarse con las entidades públicas y privadas claves para la implementación, incluidos otros proyectos que operan en el área, los OST, los proveedores de servicios financieros rurales, las empresas constructoras de caminos rurales e infraestructura social y las alcaldías municipales y mancomunidades de municipios, entre otros.

#### 5. *El Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD).*

5.1 *Responsabilidades.* El Prestatario, la SAG y el PNUD suscribirán un Acuerdo Subsidiario para la implementación de actividades del Proyecto, incluyendo la administración de los recursos de la financiación en nombre del Prestatario, con la no objeción previa del FIDA. El PNUD, a solicitud del SAG, dará un acompañamiento a las actividades programadas y capacitaciones puntuales que garanticen un buen uso de los recursos.

5.2 El PNUD operará la Cuenta del Proyecto de conformidad con las especificaciones detalladas en el Manual Operativo del Proyecto y a solicitud del SAG.

## 6. *Mecanismos de Implementación del Proyecto.*

6.1 La implementación del Proyecto seguirá la siguiente secuencia de actividades principales: a) promoción del Proyecto e identificación de los beneficiarios; b) atención a las organizaciones y grupos con agro negocios; c) atención a los grupos vulnerables y las familias sin tierra; d) implementación de infraestructura social; y e) aprobación de las Inversiones del Proyecto. Para esto la UGP elaborara un Manual Operativo que contenga todos los elementos que aseguren la ejecución del Proyecto y que antes de su aprobación deberá recibir la No Objeción del FIDA.

- a) Promoción del Proyecto e Identificación de los beneficiarios. La promoción del Proyecto en los municipios priorizados se realizara mediante asambleas comunitarias convocadas por las alcaldías municipales. En estas asambleas se presentará el Proyecto y se registrarán las demandas de personas y grupos; además se establecerá y comunicará un programa de visitas a las aldeas. Esta actividad será ejecutada dentro del Componente de Desarrollo Humano y Social y las demandas serán analizadas y priorizadas por un Comité Interno de la UGP formado por los técnicos de los componentes.
- b) Atención a las organizaciones y grupos con agro negocios. Las propuestas de negocio serán analizadas dentro del Componente de Cadenas de Valor y Competitividad, que prioriza aquellas relacionadas con las cadenas de valor y focalizadas, y solicitará la aprobación del Gerente del Proyecto para contratar la preparación del plan de negocio con un OST. Los contenidos principales de los planes de negocio deberán estar descritos en el Manual de Operaciones del Proyecto. Todas las organizaciones con agro negocios serán apoyadas para mejorar la seguridad alimentaria y reducir la vulnerabilidad ambiental. Las actividades previstas incluyen: i) conservación de suelos; ii) capacitación y asistencia técnica, suministrada por Productores Innovadores-PRIN-seleccionados de acuerdo con las organizaciones; iii) manejo post cosecha para granos básicos, con silos metálicos familiares; y iv) estudios básicos para el pago por servicios ambientales.
- c) Atención a los grupos vulnerables y familias sin tierra. El mecanismo principal de incorporación al Proyecto de los grupos vulnerables y las familias sin tierra será la formación y/o el fortalecimiento de las CRAC. Este mecanismo no solo será para organizar a los grupos vulnerables y las familias sin tierra, y para mejorar la oferta de servicios financieros en la comunidades rurales, sino que también servirá para identificar iniciativas de desarrollo micro empresarial y los jóvenes con interés en capacitarse para el empleo. La formación ocupacional de los jóvenes se contratará con entidades especializadas en la formación para el trabajo, luego que se haya comprobado que las solicitudes responden a la demanda del mercado laboral. Bajo el Componente Desarrollo Humano y Social se contratarán servicios de orientación ocupacional, para facilitar la inserción laboral de los graduados.
- d) Implementación de la Infraestructura Social. La identificación de las familias se llevara a cabo en acuerdo con las municipalidades, que ya cuentan con información detallada sobre necesidades y demandas, además de planes de desarrollo. La priorización de las familias usuarias en las aldeas se realizara mediante diagnósticos participativos que tengan en cuentas las necesidades de los hogares presididos por mujeres y de las familias numerosas con niños menores de edad.
- e) Los planes de negocios de los agro negocios y MER, los trabajos de rehabilitación de caminos rurales, la formación y fortalecimiento de CRAC, los cursos de formación para el empleo y la gestión de negocios, y las inversiones en infraestructura social serán revisados por la UGP, previo a su presentación al CAI, que los aprobará o rechazará. Luego de la aprobación del CAI, la UGP solicitara la No Objeción del FIDA, previo a concursar la contratación de los

OST. La contratación de OST para formar y fortalecer cajas rurales se realizara para grupos de CRAC situadas en municipios vecinos.

6.2 *Entidades Asociadas claves en la Implementación.* Las entidades asociadas claves en la implementación del Proyecto que se prevén coordinen estrechamente con la UGP son: las alcaldías municipales que participaran en la identificación de los beneficiarios del Proyecto, en la organización de asambleas comunitarias, y en la supervisión de la construcción de infraestructura vial y social; el Instituto Hondureño del CAFÉ (IHCAFE); la Fundación para el Desarrollo Empresarial Rural (FUNDER); la Asociación Hondureña para la Investigación Agrícola (FHIA); la Asociación Hondureña de Productores de Cacao (AHPROCACAO); el Instituto de Formación Profesional (INFOP); y el Instituto Politécnico Centroamericano (IPC).

## 7. *Revisiones de ejecución del Proyecto.*

7.1 El Organismo responsable del Proyecto, el Fondo y la fuente de cofinanciamiento identificada, realizarán conjuntamente revisiones de la ejecución del Proyecto con la periodicidad que determinen sea necesaria, pero a más tardar a mitad del Período de Ejecución del Proyecto ("Revisión a mitad de Período"), de conformidad con los términos de referencia preparados por el Organismo Responsable del Proyecto y aprobados por el Fondo.

7.2 Entre otras cosas, en dicha revisiones se estudiará el logro de los objetivos del Proyecto y las limitaciones y dificultades con que se haya encontrado y se recomendará la reorientación que sea necesaria para alcanzar tales objetivos y eliminar esas limitaciones y dificultades.

## 8. *Manual de Operaciones del Proyecto.*

8.1 El Organismo responsable del Proyecto preparará el Manual de Operaciones del Proyecto que especificará las normas y los procedimientos para la operación diaria de las actividades derivadas del Proyecto, abarcando, entre otras cosas, el esquema organizativo para la operación de los componentes, las tareas específicas de los funcionarios, funciones y responsabilidades, el marco para las contrataciones y adquisiciones del Proyecto, el esquema para el seguimiento y evaluación, criterios de selección del personal del Proyecto, el funcionamiento de la UGP y las regulaciones contables, administrativas y financieras.

8.2. El Organismo responsable del Proyecto someterá el Manual de Operaciones al Fondo para que formule sus observaciones y de su no objeción y lo remitirá al CDP para su aprobación. El CDP aprobará el uso y modificaciones del Manual de Operaciones.

## Anexo 2

### Cuadro de asignaciones

1. *Asignación de los recursos del Préstamo.* a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y la asignación de los montos del Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en DEG)	Porcentaje
I. Equipos y Vehículos	150 000	100% excluyendo los impuestos
II. Capacitación	580 000	100% excluyendo los impuestos
III. Convenios y Contratos de Servicios	2 670 000	100% excluyendo los impuestos
IV. Salarios	1 200 000	100% excluyendo los impuestos
V. Gastos de Operación	350 000	100% excluyendo los impuestos
Sin asignación	550 000	
<b>Total</b>	<b>5 500 000</b>	

b) Los términos que se emplean en el cuadro supra se definen así:

- I. Equipos y Vehículos. Para financiar equipos y vehículos para la UGP y los componentes del Proyecto
- II. Capacitación. Incluye los eventos de capacitación a usuarios para los negocios rurales, a jóvenes para la inserción laboral, y a técnicos del proyecto (subcategoría Cursos y talleres), además de los materiales de divulgación (subcategoría Divulgación);
- III. Convenios y Contratos de Servicios. Incluye las subcategorías: i) Asistencia técnica para la contratación de oferentes de servicios técnicos para fortalecer las organizaciones de los usuarios, para mejorar la competitividad de los agro negocios y microempresas rurales (MER), y para mejorar el acceso a servicios financieros rurales; y ii) Estudios y auditorías, para la contratación de las auditorías anuales al Proyecto;
- IV. Salarios. El monto asignado a esta categoría incluye los salarios y cargas sociales de todo el personal del Proyecto;
- V. Gastos de Operación. El monto asignado a esta categoría incluye combustibles, lubricantes, mantenimiento de equipos y vehículos, seguros, y misceláneos de oficina, entre otros, que se requieran para el funcionamiento de la UGP y de los componentes.

El término "Sin asignación" no es una categoría de desembolso. Para su uso se deberá reasignar a las otras categorías de desembolso que presenten deficiencias, previo acuerdo entre el Prestatario y el Fondo y de conformidad con los procedimientos internos del Fondo.

2. *Costos de puesta en marcha.* Es autorizado el retiro de fondos respecto de los costos de puesta en marcha realizados antes de satisfacer las Condiciones Generales previas para el retiro (Sección E.2 del presente Convenio), hasta un monto total equivalente a USD 100 000 y exclusivamente en las Categorías IV; Salarios, y V Gastos de Operación.

## **Key reference documents**

### **Country reference documents**

Nation's Plan 2010-2022, December 2009;  
Agrifood Sector Strategy 2011-2014, November 2010;  
Food Security and Nutrition Strategy 2010-2022, November 2010;  
Development Planning Regions in Honduras, Secretariat of Technical Planning and International Cooperation,  
Poverty Reduction Strategy paper, August 2001.

### **IFAD reference documents**

Project design document (PDD) and key files;  
IFAD Strategic Framework 2011-2015;  
Country Strategic Opportunities Programme (COSOP 2007-2010);  
Administrative Procedures on Environmental Assessment,  
Aide memoire of the final design mission of the Northern Horizons, Competitiveness and Sustainable Rural Development Project in the Northern Zone North: Tegucigalpa, April 15;  
Participants at the municipal Mayors meeting, at the SAG headquarters, April 13 2011;

### **Other miscellaneous reference documents**

Basic socioeconomic indicators of human development and human poverty, UNDP 2009;  
National Statistics Institute (INE), Population Census 2001;  
"Livelihoods Profiles of Honduras", Mesoamerican Food Security Early Warning System (MFEWS), USAID 2008.

# Logical framework

Jerarquía de Objetivos	Metas	Medios de Verificación	Riegos/Supuestos
<b>Finalidad.</b> Contribuir a reducir la pobreza rural y aumentar la seguridad alimentaria y nutricional de las poblaciones rurales pobres.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Porcentaje de disminución en la prevalencia de la desnutrición infantil (RIMS).</li> <li>• Porcentaje de hogares que incrementan el índice de activos en el hogar (RIMS).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Encuesta RIMS</li> <li>• Estudio de Base</li> </ul>	
<b>Propósito.</b> Aumentar los ingresos, el empleo y la seguridad alimentaria de las familias rurales pobres en la área del proyecto y reducir su vulnerabilidad ambiental en un marco de igualdad de género y de inclusión de la juventud rural.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 60% de organizaciones y MER atendidas, aumenta sus ingresos y generan empleos, manejando negocios rentables y accediendo a mercados nacionales e internacionales.</li> <li>• 50% de las organizaciones de agronegocios, se desarrolla y se inserta en cadenas de valor.</li> <li>• 60% de las familias rurales de subsistencia atendidas, mejora su seguridad alimentaria y nutricional, disponiendo y accediendo sosteniblemente a alimentos básicos.</li> <li>• 70% de las organizaciones de usuarios atendidas incrementa sus activos productivos.</li> <li>• Cerca de 6,000 usuarios ahorran en las Cajas Rurales (50% mujeres y 30% jóvenes).</li> <li>• 40% de las organizaciones con agronegocios, las MER, y las CRAC accede a financiamiento del SFR.</li> <li>• 50% de los jóvenes titulados se inserta al mercado laboral y 30% inicia negocios rurales rentables.</li> <li>• 30% de mujeres de las familias usuarias disminuye su carga de trabajo doméstico, liberando tiempo para tareas educativas y productivas.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Estudio de Base.</li> <li>• Evaluación de medio término</li> <li>• Evaluación de impactos</li> <li>• Reportes del Sistema de S&amp;E.</li> <li>• Informes de resultados de 2do nivel del RIMS.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Las políticas nacionales y sectoriales favorecen la ejecución del Proyecto.</li> <li>• Acuerdos de libre comercio favorecen aumento de exportaciones.</li> <li>• El contexto político y económico es estable.</li> <li>• Existen condiciones favorables para trabajar con el sistema financiero.</li> </ul>
<b>Resultado 1.</b> Fortalecidas las capacidades organizativas y empresariales de las organizaciones de usuarios.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 40 organizaciones con agronegocios y 33 MER mejoran sus capacidades organizativas y empresariales.</li> <li>• 80% de las organizaciones nuevas formalizan su situación legal, y 60% de las organizaciones existentes revisan y actualiza sus estatutos y reglamentos.</li> <li>• Las mujeres y los jóvenes integran las Juntas Directivas y ocupan puestos claves en 40% de las organizaciones con agronegocios y de las MER.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reportes Componente</li> <li>• Actas de reuniones</li> <li>• Reportes de S&amp;E</li> <li>• Evaluaciones.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Los proveedores de servicios de asistencia técnica tienen capacidades y experiencia para trabajar con población rural pobre.</li> </ul>
<b>Resultado 2.</b> Fortalecidas las capacidades laborales y de gestión de negocios de los grupos vulnerables (mujeres, jóvenes y grupos étnicos).	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 300 jóvenes (30% mujeres) reciben cursos de formación ocupacional y 80% obtiene empleos dignos y bien remunerados.</li> <li>• 700 jóvenes y mujeres reciben cursos técnicos sobre operación y administración de MER.</li> <li>• 200 socios e hijos de socios de organizaciones reciben cursos s/ operación y administración de agroindustrias.</li> <li>• 40% de los jóvenes titulados recibe herramientas básicas para iniciar sus negocios.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Archivos de la otorgación de becas</li> <li>• Actas de entrega de insumos y equipos.</li> <li>• Reportes de S&amp;E</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Los potenciales contratistas de servicios técnicos participan de la estrategia del Proyecto.</li> </ul>
<b>Resultado 3.</b> Comunidades y familias pobres rurales disponen de mejor infraestructura social básica.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Más de 4,500 familias de pobres rurales reciben eco-estufas ahorradoras de leña (3.000) y aljibes domiciliarios para cosecha de agua de lluvia (1.500).</li> <li>• Más de 60 aldeas disponen de 8 puentes colgantes y 60 guarderías infantiles comunitarias</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Informes de avance y terminación obras</li> <li>• Reportes de S&amp;E</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Municipalidades y comunidades favorecen construcción de obras.</li> </ul>
<b>Resultado 4.</b> Las organizaciones con agronegocios y microempresas de los usuarios desarrollan sus capacidades y se vinculan competitivamente a los mercados nacionales e internacionales	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 10.000 productores y artesanos (30% mujeres) participan en los procesos de capacitación productiva, empresarial, y de comercialización, en las cadenas de valor priorizadas.</li> <li>• 2,000 microempresarios participan en procesos de capacitación productiva, empresarial y de comercialización en piscicultura, turismo rural y servicios.</li> <li>• 40 organizaciones de productores y artesanos fortalecidas técnicamente para la inserción en las cadenas de valor (cacao, café, lácteos, granos básicos y artesanías de junco).</li> <li>• 24 organizaciones con agronegocios, acceden competitivamente a mercados nacionales e internacionales.</li> <li>• 33 MER inician y fortalecen sus emprendimientos productivos, de servicios y de comercialización.</li> <li>• 65% de los productores mejora y diversifican su producción con mejores tecnologías productivas de cacao, café, lácteos, granos básicos y artesanías.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Registros del Componente</li> <li>• Planes de Negocio</li> <li>• Registros y archivos de las organizaciones</li> <li>• Informes de S&amp;E</li> <li>• Reportes de evaluaciones</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Los oferentes de servicios técnicos poseen la experiencia requerida para el desarrollo y fortalecimiento de las cadenas de valor.</li> <li>• La rentabilidad de los negocios rurales soporta una reducción moderada de los precios.</li> </ul>
<b>Resultado 5.</b> Los pequeños productores mejoran su seguridad alimentaria y nutricional y, reducen su vulnerabilidad ambiental.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2.000 familias pobres de subsistencia mejoran sus prácticas de manejo post-cosecha de granos básicos, mediante silos metálicos familiares.</li> <li>• 9,000 productores agropecuarios implementan 12,000 ha de conservación de suelos.</li> <li>• 3,000 productores de café y cacao establecen 2,500 ha. de sistemas agro-forestales y 1.000 pequeños ganaderos implantan 1,500 ha. de pastos perennes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reportes de los PRIN</li> <li>• Informes de S&amp;E</li> <li>• Proyectos de PSA</li> <li>• Informes de evaluaciones</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Respuesta eficaz del Gobierno y la cooperación ante fenómenos climáticos, para restablecer los medios de vida.</li> </ul>
<b>Resultado 6.</b> Los productores organizados se capitalizan en activos productivos y acceden a SFR.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 73 organizaciones con agronegocios y MER se capitalizan en activos productivos.</li> <li>• 200 CRAC participan del programa de fortalecimiento organizativo, administrativo, y financiero.</li> <li>• 6.000 personas asociadas a las CRAC acceden a sus servicios (50% mujeres y 30% jóvenes).</li> <li>• 6 entidades de SFR suministran financiamiento de corto plazo a los usuarios del Proyecto.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Registros de las CRAC</li> <li>• Informes de S&amp;E</li> <li>• Reportes de IFI</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No hay condonación de deudas bancarias.</li> <li>• CRAC no son amenazadas por delincuencia.</li> </ul>
<b>Resultado 7.</b> Mejorado el acceso vial rural permanente, en zonas productivas y priorizadas.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Se rehabilitan 140 de km de caminos rurales existentes en zonas productivas del Proyecto.</li> <li>• En 10 caminos rurales, adicionalmente se construyen: 8 vados, 8 cajas puente y, 2 puentes</li> <li>• 14 kilómetros de senderos peatonales construidos para extracción de cosechas..</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Informes de supervisión de obras</li> <li>• Reportes de S&amp;E</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Las lluvias no afectan gravemente las obras y los caminos rehabilitados.</li> </ul>

N